



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

**Arrêté du 7 février 2023
portant prescriptions complémentaires
au SITDCE pour la surveillance environnementale de son installation d'incinération
d'ordures ménagères et de déchets d'activités économiques située à COLMAR (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2017 portant autorisation (arrêté codificatif) à poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets non dangereux à Colmar au Syndicat Intercommunal de Traitement des Déchets de Colmar et Environs (SITDCE) ;

VU le rapport du 29 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 3.1.10 de l'arrêté du 12 octobre 2017 prescrit une surveillance environnementale ; qu'il a été constaté que les suivis actuellement mis en œuvre ne permettent pas de répondre à l'objectif de la surveillance environnementale ; qu'il convient que la surveillance mise en œuvre permette une comparaison des résultats à des valeurs repères reconnues ; qu'en conséquence, il convient de compléter les prescriptions relatives à la surveillance environnementale ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles, que le respect des dispositions des articles L181-3 et L181-4 rend nécessaire ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

Le Syndicat Intercommunal de Traitement des Déchets de Colmar et Environs (SITDCE), dont le siège est situé Hôtel de ville, place de la Mairie à Colmar (68000), est tenu de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située à Colmar, 174 rue du Ladhof.

Article 2 : Surveillance environnementale

Les dispositions de l'article 3.1.10 de l'arrêté du 12 octobre 2017 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Il concerne les poussières, les dioxines et les métaux.

1. Principe et objectifs du programme de surveillance

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur l'environnement, dit « programme de surveillance ».

*Le programme de surveillance est transmis, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.*

L'exploitant décrit dans un document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Il y est notamment spécifié :

- l'objectif de la surveillance environnementale ;*
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte...) ;*
- la nature des émissions associées à l'installation (diffuses, canalisées) ;*
- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;*
- la nature des milieux environnants et le contexte local ;*
- la nature des polluants recherchés (choix des métaux d'intérêt) ;*
- le choix et la justification des périodes de mesures ou de prélèvements ;*
- la durée des périodes de mesure et leur fréquence ;*
- les points de mesure et leur justification ;*
- le choix et la justification des méthodes de prélèvements et d'analyse.*

Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant justifie, par modélisation ou par d'autres moyens d'étude (condition météo), l'emplacement des points de mesure.

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé le plus important.

Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).

Le cas échéant, l'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de toute modification des conditions de surveillance du milieu, avec tous les éléments d'appréciation.

2. Campagne de mesure de l'environnement

*La première campagne de mesure est réalisée dans un délai **de 3 mois** après l'envoi du programme de surveillance à l'inspection des installations classées, sauf justifications particulières (période de mesure, ...).*

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

*Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie sont enregistrées **par une station de mesures sur le site de l'exploitation**, avec une résolution horaire, au minimum.*

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques en vigueur.

Une campagne de mesure dans l'environnement est réalisée, a minima, tous les ans.

3. Expression des résultats

Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées dans le rapport annuel et contiennent l'ensemble des informations nécessaires à sa compréhension et a minima :

- les protocoles de mesures, prélèvements et analyses utilisées associées à des normes si disponibles ;*
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;*
- une comparaison des résultats de mesures par rapport aux données issues des campagnes de surveillance précédentes ;*
- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement ;*
- en cas d'anomalies, des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.*

Les niveaux mesurés aux points d'impact retenus sont appréciés par rapport aux valeurs repères disponibles et actualisées (valeurs de référence disponibles, environnement local témoin, état initial, comparaison entre les différents points de mesure, valeur seuil de qualité de l'air).

Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité de l'établissement, la surveillance peut être revue et renforcée à l'initiative de l'exploitant, de l'inspection des installations classées et du Préfet.

À ce titre, l'inspection des installations classées et le Préfet peuvent faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance environnementale telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant ».

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut Rhin, le maire de Colmar, ainsi que le directeur de la DREAL-service de l'inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Christophe MAROT